



En 2017

Dans les Hôpitaux comme dans la société, prenons nos affaires en main !

Touraine, Valls et Hollande ont paraît-il "sauvé la Sécu". Mais sur le dos de qui? La situation critique des services d'urgences hospitaliers au cours des dernières semaines (voir article) apporte la réponse. Les malades, qui doivent attendre des heures, dans des couloirs surchargés et les personnels en nombre insuffisant, débordés, sont les victimes de ce "sauvetage".

Alors quand Fillon annonce qu'il va, s'il est élu, réduire encore les effectifs des fonctions publiques et imposer un retour aux 39h, chacunE s'indigne à juste titre : il ne faut pas laisser faire !

Mais peut on faire confiance aux anciens ministres socialistes (Valls, Peillon, Hamon, ou Montebourg candidats à la "primaire à gauche") ou leur compère Macron? Ils prétendent à quelques semaines des élections présidentielles se préoccuper de la situation des hôpitaux et de la Sécurité sociale mais ne faisaient-ils pas tous partie des gouvernements qui ont aggravé l'austérité?

Il faut aussi dénoncer et combattre les scandaleuses annonces de Marine Le Pen. Elle propose, non pas d'augmenter les moyens des hôpitaux pour assurer à tous des soins de qualité, mais de refuser de soigner, une partie des malades, souvent les plus fragiles, sous prétexte qu'ils seraient "d'origine étrangère". C'est inhumain, et stupide car cela ne changera rien à la pénurie de locaux, de lits, de personnels.

La solution n'est pas de ce côté. Elle ne viendra pas d'un homme ou femme "providentiel(le)". Pour en finir avec l'austérité imposée par la droite, la gauche (et l'extrême-droite là où elle gouverne) , il n'y a pas d'autre solution que de prendre en main nos propres affaires.

Car d'autres solutions existent : elles consistent à faire exactement le contraire de tout ce qui a été fait depuis des années et qui a échoué, et de s'en prendre aux vrais responsables, ce sont les 1% les plus riches de la popula-

Urgence...

Ce qui grippe... C'est l'austérité!

Partout les urgences paient le prix de l'austérité

Depuis des mois, des soignantEs des Urgences alertent les pouvoirs publics sur la saturation de ces services qui ne permet plus d'accueillir la population de manière satisfaisante.

Les directions et les différentes Agences Régionales de Santé temporisent autant qu'elles peuvent en mettant des moyens supplémentaires ici ou là. Mais c'est largement insuffisant par rapport aux difficultés. Certains patients ne sont plus en sécurité. Ils attendent sur des brancards pendant des heures, en attente d'examen ou de lits sans surveillance adéquate.

Le personnel médical et paramédical est épuisé physiquement et psychologiquement.

L'épidémie de grippe à cette saison était largement prévisible et donc aurait dû être anticipée quant à ses conséquences dans les hôpitaux. Il est donc nécessaire d'ouvrir des lits de médecine afin d'assurer correctement la prise en charge des patientEs et de mettre fin à cette maltraitance institutionnelle.

La loi santé prévoit de supprimer 22000 postes et 11000 lits dans les hôpitaux. Voilà ce qui s'appelle achever le malade en prétendant le soigner.

tion qui vivent de l'exploitation de la grande majorité. Dans un pays où il y a un million de chômeurs de plus qu'en 2012 et où la précarité a explosé, la fortune de Bernard Arnault (patron de LVMH) a augmenté cette année de 7,1 milliards et celle de Liliane Bettencourt de 2,5 milliards d'euros.

Il faut donc prendre l'argent là où il est, c'est à dire dans la poche des patrons et des actionnaires, en commençant par abroger le "pacte de responsabilité" et les 40 milliards de cadeaux aux entreprises, sans aucun effet sur l'emploi, et toutes les autres exonérations dont bénéficient les entreprises (30 Milliards)

Dans le secteur hospitalier cela permettrait de financer sans difficulté :

- un plan emploi-formation de 120 000 emplois pour les établissements hospitaliers
- la réduction du temps de travail à 32h sans diminution de salaire et avec embauches correspondantes.
- l'arrêt des fermetures de lits, de services et la fin des restructurations et regroupements d'établissements .

C'est pour défendre ce programme anti-capitaliste que notre camarade Philippe Poutou, ouvrier chez Ford à Bordeaux est candidat du NPA à l'élection présidentielle. Cette candidature n'est pas un appel à attendre passivement les échéances électorales, mais à se mobiliser dès aujourd'hui pour défendre ces revendications, et à coordonner les luttes. La manifestation nationale appelée par les fédérations de la santé CGT SUD et FO, le 7 mars prochain est un pas dans cette direction.

**Un ouvrier, ça doit fermer sa gueule !!!
Et bien non. Et en plus il veut être candidat aux
présidentielles autour d'un programme radical,
anticapitaliste, féministe, internationaliste...**

poutou2017.org

Les personnels de l'AP-HP ne lâchent rien !

- Dans le 93, les équipes de nuit d'Avicenne à Bobigny, en grève depuis le 16 novembre ont été rejointes par celles de Jean Verdier à Bondy et René Muret à Sevran. Le travail de nuit est extrêmement pénible et réduit l'espérance de vie. La direction de ce groupe hospitalier veut néanmoins modifier de manière importante le rythme de travail, supprimer des prérogatives des cadres de nuit, obligeant les soignants à se déplacer en dehors de leurs heures de travail pour connaître leur planning, et réduire les effectifs de suppléance... Le 9 janvier les grévistes se sont invités au Comité Technique d'Établissement Central, le directeur général Martin Hirsch a préféré quitter la salle plutôt que de négocier directement avec le salariés. La négociation avec les directeurs locaux n'a pas abouti, la lutte continue !

- Manque d'effectifs, dégradation des conditions de travail, désorganisation des plannings, le personnel des urgences de l'hôpital Antoine- Béclère à Clamart (92) est en grève depuis le 25 novembre. La réunion de négociation du 4 janvier n'a pas abouti, le personnel reste déterminé et poursuit la grève.

- A la maternité de l'hôpital Tenon à Paris le personnel



est en grève depuis le 3 décembre. Il rejette massivement un projet de réorganisation qui dégrade leurs conditions de travail. La direction du groupe hospitalier veut augmenter l'activité notamment en passant de 1900 accouchements à 2700 en 2017 et à 3500 en 2020, mais elle ne veut pas augmenter les effectifs! Le personnel a obtenu que les absences de longue durée soient remplacées, de véritables formations et le volontariat pour les aides-soignantes et auxiliaires de puériculture, deux catégories qui exerceront la même fonction. Mais la direction n'a pas cédé sur la principale revendication, l'embauche de 7 personnes. Le 12 janvier les grévistes ont donc voté la poursuite du mouvement.

Tous et toutes se retrouveront à la manifestation nationale le 7 mars à Paris... C'est bien tous et toutes ensemble que nous pourrons obtenir satisfaction.